

# Allocution du Président de la République à New-York devant l'Open Government Partnership

29 septembre 2014 7 commentaires sur Allocution du Président de la République à New-York devant l'Open Government Partnership



A l'issue de la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU du 24 septembre 2014, le Président de la République François Hollande a rejoint le sommet de l'Open Government Partnership, où la France siège désormais au Comité Directeur.

Organisé en marge de la 69<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations-Unies, cet événement a rassemblé dix Chefs d'Etats et de gouvernement – parmi lesquels Barack Obama, Jacob Zuma et Enrique Peña Nieto – à l'occasion des trois ans du Partenariat.

La rencontre a également été l'occasion de récompenser les meilleures initiatives mondiales en matière d'implication des citoyens. A ce titre, un « Open Government Award » a été attribué à [Data.gouv.fr](http://Data.gouv.fr), premier portail d'open data ouvert aux contributions citoyennes.

La vidéo de l'intégralité de la cérémonie est accessible [sur le site de l'Open Government Partnership](http://le site de l'Open Government Partnership).

## Allocution du Président de la République

### – New York, Nations Unies – le 24 Septembre 2014 –

« Je salue tous les Chefs d'Etat et de gouvernements qui sont ici présents, et qui participent à cet événement. Car c'en est un.

Nous avons évoqué des sujets terribles tout au long de la journée. Notamment, nous sortons d'une réunion, présidée par Barack Obama, du Conseil de Sécurité sur la lutte contre le terrorisme.

Nous avons aussi abordé ici d'autres questions, qui vont permettre à la planète d'être plus propre, moins consommatrice d'énergie, et c'est toute la question de la Conférence sur le Climat qui se tiendra à Paris en décembre 2015.

Et puis, il y a ce forum, qui est aussi une exigence des peuples : avoir plus de transparence, avoir plus de coopération pour que les citoyens eux-mêmes puissent connaître davantage du fonctionnement des États. Pour que les administrations puissent rendre des comptes à ceux qui les ont ainsi désignés.

C'est une vieille revendication, en définitive, que vous portez, qui remonte pour nous à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui proclamait déjà que « la société est en droit de demander des comptes à tout agent public de son administration ».

Vous voyez, vous n'inventez rien. Sauf que les technologies d'aujourd'hui font qu'il devient possible de demander des comptes, et d'assurer la transparence.

La transparence, c'est aussi celle qui concerne ceux qui décident, c'est à dire les élus et les responsables publics. En France, nous avons créé une Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, pour connaître les patrimoines, l'origine des revenus des élus qui décident au nom du peuple français. Cela peut parfois avoir des conséquences assez dommageables pour ceux qui ont manqué à leur devoir. Et c'est bien le but.

De la même manière, nous souhaitons qu'il y ait une ouverture de toutes les données de ce qu'on appelle l'« e-gouvernement ». Nous souhaitons la simplification : que les citoyens puissent eux-mêmes participer à cette simplification de l'action publique.

Cette exigence de transparence doit mettre à la disposition des citoyens toutes les données. Toutes celles qui sont à vocation publique, pas celles qui sont d'ordre privé. Car plus on doit être transparent sur le plan de la vie publique, plus on doit protéger aussi la vie privée. C'est finalement cette coordination, cette conjugaison, cette harmonie de la transparence pour les données publiques et de la protection pour les données privées, qui fait que nous sommes dans une démarche démocratique.

Nous voulons aussi que la France soit partie prenante de cette exigence de régulation, de transparence à l'échelle de la planète. Pour lutter contre la fraude fiscale, pour lutter contre la corruption, pour lutter aussi contre les filières, contre les trafics, contre tout ce qui peut alimenter le terrorisme.

L'alliance entre les gouvernements – et ici vous en avez de toutes sortes – et la société civile est une nécessité. C'est ce qui fera que nous pourrons avancer. J'évoquais tout à l'heure l'enjeu du climat. Nous pourrons réussir le rendez-vous de la Conférence sur Climat s'il y a transparence, s'il y a coordination entre les gouvernements et les sociétés civiles.

La France a donc souhaité rejoindre l'initiative ambitieuse qu'est votre organisation, l'OGP, et s'engager dans son Comité Directeur. Nous voulons être un partenaire. Nous voulons être un acteur. Nous voulons coopérer avec vous.

Dans quelques jours, la France engagera une grande concertation publique sur le numérique, parce que nous voulons que l'Etat puisse être transformé par le numérique. Nous aurons un Plan d'Action National, que nous publierons au printemps prochain dans le cadre de l'OGP.

Votre organisation est un lieu unique pour concevoir les rôles et les responsabilités des gouvernements de demain.

Je suis heureux que vous ayez accepté que la France puisse être partie prenante de votre ambition de transparence, de démocratie et de liberté. Car il s'agit de liberté.»

## Étiquettes

api BlaBlaCar C3 Cartographie CDO  
Charte climat CoDesign Collectivités  
Conférence de Paris Culture  
**Data.gouv.fr**  
**Dataconnexions** DILA  
Directive PSI données douane  
Ecosystème elections Enseignement  
supérieur Etalab **Evenement**  
G8 gouvernement ouvert  
**Hackathon** hackfrancophonie  
inspire Logement ministère de l'intérieur  
Modernisation de l'action publique  
**OGP** ONU **open data**  
**opendata** **open data camp**  
**open gouvernement** **Open Gov**  
Rapport Redevance **Santé** technique  
Territoires Tourisme Video Equipe